



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT.

CE DOCUMENT CONTIENT UNE CONDITION DE
SECURITE.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Maintenance & Professional Consulting Services Division
(FK)

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

3C2, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet CCR - Systeme de commande ABB - Bru	
Solicitation No. - N° de l'invitation EJ196-151457/A	Date 2016-07-14
Client Reference No. - N° de référence du client 20151457	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FK-280-71234	
File No. - N° de dossier fk280.EJ196-151457	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-08-22	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Grogan, Lynn	Buyer Id - Id de l'acheteur fk280
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4903 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-3600
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA PORTAGE III 11 LAURIER ST Gatineau Quebec K1A0S5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

Appuyer le recours aux apprentis

Dans son Plan d'action économique de 2013, le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à l'annexe E.

POSSIBLE INTERRUPTION DES SERVICES POSTAUX

Pour les entreprises qui songent à soumissionner pour obtenir des contrats d'approvisionnement, qui pourraient être touchés par l'interruption de travail de Postes Canada, veuillez lire l'[avis à l'égard des autres moyens de soumissionner](https://achatsetventes.gc.ca/les-soumissionnaires-peuvent-utilisees-d-autres-alternatives-dans-l-eventualite-d-un-arret-de-travail-a-postes-canada) (<https://achatsetventes.gc.ca/les-soumissionnaires-peuvent-utilisees-d-autres-alternatives-dans-l-eventualite-d-un-arret-de-travail-a-postes-canada>) sur le site d'[Achatsetventes.gc.ca](https://achatsetventes.gc.ca) et de visiter régulièrement le site pour obtenir les informations les plus à jour.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Ancien fonctionnaire
- 2.4 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.5 Lois applicables
- 2.6 Visite obligatoire des lieux

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions
 - Section I - Soumission technique
 - Section II - Soumission financière
 - Section III - Attestations

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Processus d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Renseignements sur les employés aux fins de sécurité

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Énoncé des travaux
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7.3 Exigences relatives à la sécurité
- 7.4 Durée du contrat
- 7.5 Responsables
- 7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires (*s'il y a lieu*)
- 7.7 Paiement
- 7.8 Instructions relatives à la facturation - services d'entretien
- 7.9 Attestations
- 7.10 Lois applicables
- 7.11 Ordre de priorité des documents
- 7.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
- 7.13 Assurance – exigences particulières
- 7.14 Téléphones cellulaires et/ou téléavertisseurs
- 7.15 Règlements concernant les emplacements du gouvernement
- 7.16 Réunion avant le début des travaux
- 7.17 Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats

Liste des annexes

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
Annexe C	Formulaire d'estimation des coûts pour travail supplémentaire
Annexe D	Liste Complète des Noms de Tous Les Individus Qui Sont Actuellement Administrateurs du Soumissionnaire
Annexe E	Attestation volontaire à l'appui du recours aux apprentis

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions compte sept parties ainsi que des annexes comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences: décrit les exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, le formulaire d'estimation des coûts pour travail supplémentaire, Liste Complète des Noms de Tous Les Individus Qui Sont Actuellement Administrateurs du Soumissionnaire et l'attestation volontaire à l'appui du recours aux apprentis.

1.2 Sommaire

- 1.2.1 Fournir des services de maintenance y compris tous les outils, services, matériel et main d'œuvre nécessaires pour le système de commande ABB, le système de commande du brûleur et les dix (10) postes de mesurage du bâtiment de Travaux publics gouvernement Canada situé à Confederation Heights - CCR Centrale de Chauffage et Refroidissement, 501 chemin Heron, Ottawa, Ontario conformément à l'étendue des travaux 8M13-0076-11 ci-joint à l'annexe A.
- 1.2.2 La période du contrat sera de 5 ans.
- 1.2.3 Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).
- 1.2.4 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nordaméricain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).
- 1.2.5 une visite des lieux obligatoire est associée à ce besoin, pour laquelle une attestation de sécurité du personnel est requise afin de donner des droits d'accès à des établissements PROTÉGÉS. Voir la Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditionsuniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le texte du paragraphe 4 de l'article 5 - Présentation des soumissions, du document 2003 susmentionné est modifié comme suit:

Supprimer: soixante (60) jours

Insérer: cent-vingt (120) jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de cette soumission, la soumission par télécopieur à l'intention de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada n'est pas jugée pratique et ne sera conséquemment pas acceptée.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension ?

OUI () NON ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant:

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés: 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Visite obligatoire des lieux

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra au **(CCR) Centrale de Chauffage et Refroidissement - Confederation Heights, 501 chemin Heron, Ottawa, Ontario le 3 août 2016. La visite des lieux débutera à 10h00 HAE et se tiendra dans l'entrée principale.**

Une attestation de sécurité du personnel est requise afin de donner des droits d'accès à des établissements PROTÉGÉS. Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard **le 26 juillet 2016 à 16h00 HAE** pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) du soumissionnaire doit s'assurer que les représentants sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé pour la visite des lieux. À défaut de répondre aux exigences relatives à la sécurité, le ou les représentant(s) se verra/verront refuser l'accès au site.

Les soumissionnaires devront signer une feuille de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont assisté à la visite. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite des lieux obligatoire ou qui n'enverront pas de représentant, et leur soumission sera déclarée non recevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

Pour la visite des lieux, il est obligatoire que les soumissionnaires fournissent et portent des chaussures de sécurité, casque dur et lunettes de protection. On interdira l'accès à la visite des lieux aux soumissionnaires qui ne se conformeront pas à cette exigence.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instruction pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 copie papier);
Section II : Soumission financière (1 copie papier); et
Section III: Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisationgreening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique (voir la Partie 4, section 4.1.1)

Section II: Soumission financière

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec le barème de prix décrit ci-dessous. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

L'exigence suivante doit être respectée à la lettre, à défaut de quoi la proposition du soumissionnaire sera jugée irrecevable.

Les soumissionnaires doivent proposer des prix et tarifs fermes pour la période du contrat de cinq ans pour tous les éléments énumérés ci-dessous.

Barème de prix 1 – Prix ferme

Prix fermes tout compris, y compris la totalité des outils, des services, des équipements, des matières consommables et de la main d'œuvre nécessaires pour effectuer l'ensemble des inspections, des essais, du nettoyage et de l'entretien, comme détaillé à l'annexe A, Énoncé des travaux, ci-joint.

Période	Taux trimestriel ferme	Nombre de trimestres	Prix ferme
Année 1	\$	x 4	\$
Année 2	\$	x 4	\$
Année 3	\$	x 4	\$
Année 4	\$	x 4	\$
Année 5	\$	x 4	\$
Total			\$

Barème de prix 2 : Travaux supplémentaires au besoin

Des travaux supplémentaires décrits à l'annexe A, Énoncé des travaux de TPSGC, Travaux supplémentaires seront exécutés selon la demande, et des frais seront facturés pour la main-d'œuvre réelle ainsi que pour les pièces utilisées pour la réparation et le remplacement ainsi que les pièces de rechange. Le nombre prévu d'heures par année pour les travaux supplémentaires est donné aux fins d'évaluation seulement.

Lorsque des travaux sur demande sont requis durant la période du contrat, l'entrepreneur doit remplir et soumettre l'annexe C, Estimation des coûts pour travaux supplémentaires. L'entrepreneur devra obtenir par écrit l'autorisation du responsable technique avant d'effectuer tout travail supplémentaire.

Présenter un tarif ferme tout compris pour la main-d'œuvre (comprenant les coûts indirects, le profit et tous les coûts connexes) et le coût des matériaux en dollars canadiens.

2.1.1) **MAIN-D'OEUVRE** : Notre tarif horaire ferme est comme suit pour un technicien:

i) Heures régulières: 8:00 à 16:00, du lundi au vendredi (taux / heure)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Taux horaire	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
Nombre estimatif d'heures par année	150	150	150	150	150
Prix calculé	\$	\$	\$	\$	\$
2.1(i) TOTAL PARTIEL :					\$

ii) En dehors des heures régulières: Du lundi au samedi, à temps et demi (1,5 x taux horaire régulier) (taux/ heure)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Taux horaire	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
Nombre estimatif d'heures par année	100	100	100	100	100
Prix calculé	\$	\$	\$	\$	\$
<u>2.1(ii) TOTAL PARTIEL :</u>					\$

iii) Dimanche et jours fériés: À temps double, (2 x le taux horaire régulier (taux/heure)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Taux horaire	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
Nombre estimatif d'heures par année	60	60	60	60	60
Prix calculé	\$	\$	\$	\$	\$
<u>2.1(iii) TOTAL PARTIEL :</u>					\$

2.2 MATÉRIAUX : Les matériaux seront facturés au prix livré plus la majoration suivante :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Pourcentage de majoration	%	%	%	%	%
Dépenses estimatives	10,000\$	10,000\$	10,000\$	10,000\$	10,000\$
Prix calculé	\$	\$	\$	\$	\$
<u>2.2 TOTAL PARTIEL:</u>					\$

*Pour établir le prix calculé des matériaux, il faut additionner la majoration indiquée et les dépenses totales estimatives (par exemple : année 1, dépenses estimatives de 500 \$; majoration indiquée de 10 % = 500 \$ + [500 \$ x 10 %] = 550 \$). Les dépenses estimatives sont fournies aux fins d'évaluation uniquement.

Les pièces seront fournies FAB destination, y compris tous les frais de livraison. Les définitions suivantes ont été utilisées pour établir les chiffres figurant dans ce document :

i) MAJORATION - La différence entre le prix de revient de l'entrepreneur relativement aux produits et aux prix de revente au Canada. La majoration comprend l'affectation des coûts internes applicables par l'entrepreneur comme la manipulation des matériaux et les dépenses générales et administratives (G et A), plus les profits.

ii) Le PRIX DE REVIENT effectif s'entend des coûts engagés par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné à revendre au gouvernement. Sont compris, mais non de façon limitative, le prix facturé de l'entrepreneur (moins les remises), plus tous les frais applicables pour le transport de marchandises reçues, change de devises, droits de douanes et courtage.

AUTORISATION DE LIVRAISON : Le destinataire doit demander la livraison des biens ou des services mentionnés dans les barèmes de prix 2, 2.1 (i), (ii), (iii), et 2.2 (i), au moyen d'un formulaire fourni par le responsable technique.

PRIX TOTAL DE LA PROPOSITION ÉVALUÉE

Somme de l'établissement des prix

Barème de prix 1 : Tableau 1	=	Total partiel	_____	\$ +
Barèmes de prix 2, 2.1 (i), (ii), (iii)	=	Total partiel	_____	\$ +
Barème de prix 2 : 2.2	=	Total partiel	_____	\$ +
Prix total évalué de la proposition	=		_____	\$

EN CAS D'ERREUR DANS LE CALCUL DES PRIX, LE PRIX UNITAIRE PRÉVAUDRA. LE CANADA PEUT CONCLURE UN CONTRAT SANS NÉGOCIATION.

Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Processus d'évaluation

- (a) Les soumissionnaires seront évalués par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Présentation des pièces justificatives

Les pièces justificatives mentionnées ci-dessous (alinéas 4.1.1.1 à 4.1.1.3) devraient être incluses dans la soumission du soumissionnaire au moment de la clôture des soumissions. Cependant, si celles-ci ne sont pas fournies tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui accordera un délai pour se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans le délai prévu aura pour conséquence que la soumission sera déclarée irrecevable.

Les pièces justificatives fournies par le soumissionnaire pourront faire l'objet d'une vérification. TPSGC se réserve le droit de vérifier si les renseignements sont exacts et complets, et si les clients cités en références sont satisfaits des services reçus.

4.1.1.1 Expérience et rendement antérieur obligatoires de l'employé

Pour effectuer les travaux requis dans le cadre de ce besoin, l'entrepreneur doit fournir les services de deux (2) personnes qualifiées.

"Le soumissionnaire doit fournir des éléments de preuve pour démontrer que le personnel de service proposé pour effectuer la maintenance de l'équipement identifié dans EDT 5 Inventaire du matériel ont **trois (3) années d'expérience récente** et un rendement passé dans le domaine de maintenance/service dans un supermarché, centre de distribution alimentaire et/ou entrepôt alimentaire ou grand établissement de cuisine en faisant référence à **trois (3) projets et/ou contrats similaires** dans le cadre des derniers **huit (8) années** dans laquelle le personnel de service ont effectué leur travail de façon satisfaisante."

- Expérience récente : expérience acquise de janvier 2010 jusqu'à la date de clôture inclusivement.
- Similaire : services d'entretien des systèmes comparable en envergure, en portée et en complexité au matériel énuméré à l'annexe A, énoncé des travaux, inventaire d'équipement.

Dans les cas où l'expérience a été acquise simultanément, la période concernée ne sera prise en compte qu'une seule fois dans le calcul des 3 années d'expérience récente.

Exemple :

Projet 1 : commencé le 1er janvier 2009 et terminé le 31 mai 2009 = 5 mois

Projet 2 : commencé le 1er janvier 2009 et terminé le 31 décembre 2009 = 12 mois

Projet 3 : commencé le 1er janvier 2008 et terminé le 31 décembre 2009 = 24 mois

La durée totale de ces trois projets représente 24 mois, et non 41, puisque la période comprise entre janvier 2009 et décembre 2009 est prise en compte pour le projet 3. Cet employé ne possède donc pas le minimum exigé de 3 années d'expérience récente.

Si l'information pour l'un ou l'autre des employés ne peut être confirmée par les personnes-ressources du client citées dans la proposition, celle-ci sera jugée irrecevable et rejetée. Si le soumissionnaire soumet plus de noms de personnel de service qu'il est requis, seules les références de tout au plus deux (2) personnes seront vérifiées. Les deux (2) trois premières personnes indiquées dans la proposition seront considérées pour l'évaluation.

NOM DU TECHNICIEN 1: _____			
Nom de l'organisation ou de l'entreprise	Projet/contrat référence n° 1: _____ en _____	Projet/contrat en référence n° 2: _____	Projet/contrat en référence n° 3: _____
Nom et titre de la personneressource du client qui peut confirmer l'information présentée	Nom: _____ Titre: _____	Nom: _____ Titre: _____	Nom: _____ Titre: _____
Téléphone et courriel de la personneressource	Numéro de téléphone: _____ Courriel: _____	Numéro de téléphone: _____ Courriel: _____	Numéro de téléphone: _____ Courriel: _____
Période de rendement du projet ou du contrat (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) À : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) À : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) À : _____ (année-mois-jour)

NOM DU TECHNICIEN 2: _____			
Nom de l'organisation ou de l'entreprise	Projet/contrat référence n° 1: _____ en _____	Projet/contrat en référence n° 2: _____	Projet/contrat en référence n° 3: _____
Nom et titre de la personneressource du client qui peut confirmer l'information présentée	Nom: _____ Titre: _____	Nom: _____ Titre: _____	Nom: _____ Titre: _____
Téléphone et courriel de la personneressource	Numéro de téléphone: _____ Courriel: _____	Numéro de téléphone: _____ Courriel: _____	Numéro de téléphone: _____ Courriel: _____
Période de rendement du projet ou du contrat (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) À : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) À : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) À : _____ (année-mois-jour)

4.1.1.2 Expérience et rendement antérieur obligatoires de l'entrepreneur

Le soumissionnaire doit fournir la preuve de son expérience récente et de son rendement antérieur en citant en référence 3 projets/contrats similaires au cours des 3 dernières années dans le cadre duquel l'organisation a obtenu des rendements satisfaisants. Le soumissionnaire doit remplir le formulaire qui suit afin de prouver qu'il possède l'expérience requise.

- Expérience récente : expérience acquise d'avril 2012 jusqu'à la date de clôture inclusivement.
- Similaire : service d'entretien complet de systèmes comparable en envergure, en portée et en complexité au matériel énuméré à l'annexe A, énoncé des travaux, Inventaire de l'équipement.

Si l'information sur l'un des projets ne peut être confirmée par les personnes-ressources du client citées dans la proposition, celle-ci sera jugée irrecevable. Si le soumissionnaire fournit plus de références que ce qui est demandé ci-dessus, seules les références exigées seront examinées. Les trois (3) premiers projets mentionnés dans la proposition seront considérés pour l'évaluation.

	Projet/contrat référence n° 1	Projet/contrat référence n° 2	Projet/contrat référence n° 3
Nom de l'organisation ou de l'entreprise	_____	_____	_____
Nom et titre de la personneressource du client qui peut confirmer l'information présentée dans la proposition	Nom : _____ Titre: _____	Nom : _____ Titre: _____	Nom : _____ Titre: _____
Téléphone et courriel de la personneressource	Numéro de téléphone: _____ Courriel: _____	Numéro de téléphone: _____ Courriel: _____	Numéro de téléphone: _____ Courriel: _____
Période de rendement du projet ou du contrat (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) À : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) À : _____ (année-mois-jour)	Du : _____ (année-mois-jour) À : _____ (année-mois-jour)
Description du projet ou du contrat	_____ _____ _____ _____ _____	_____ _____ _____ _____ _____	_____ _____ _____ _____ _____

4.1.1.3 Documentation sur les cartes et permis

Le soumissionnaire et le personnel applicable, effectuant l'énoncé des travaux selon les conditions de ce contrat, doivent être qualifiés/certifiés en vertu de la réglementation régissant l'exécution de ces travaux.

Afin de réaliser les travaux dans le cadre de ce besoin, les **techniciens** employés par l'entrepreneur doivent posséder ce qui suit:

- un certificat valide de DCS System 800xA;
- un certificat valide sur l'accès à des espaces clos;
- un certificat valide de formation en protection contre les chutes;
- un certificat/une carte valide sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)
- un certificat G1 (technicien gazier 1) et certificat OBT1 (technicien de brûleurs à mazout 1) valide et permanent de la province de l'Ontario.

4.1.1.4 Les Apprentis

Les apprentis embauchés par l'entrepreneur doivent être entièrement enregistrés dans un programme d'homme de métier correspondant aux services indiqués à l'Annexe A, Énoncé des travaux. Les apprentis doivent, en tout temps, travailler sous la surveillance d'un compagnon mécanicien. Le Canada se réserve le droit de demander la preuve d'enregistrement dans ce programme en tout temps pendant la durée du contrat.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ciif/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ciif/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de Soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5.2.3.2 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA A3010T* (2010-08-16), Études et Expérience

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées:
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC), Programme de sécurité industrielle de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Renseignements sur les employés aux fins de sécurité

Le soumissionnaire doit préciser les renseignements suivants sur tous les employés proposés à la Partie 3, Section I (Soumission technique) pour assurer les services dans le cadre de tout contrat qui sera attribué:

[illegible]

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

Fournir des services de maintenance y compris tous les outils, services, matériel et main d'œuvre nécessaires pour le système de commande ABB, le système de commande du brûleur et les dix (10) postes de mesurage du bâtiment de Travaux publics gouvernement Canada situé à Confederation Heights - CCR Centrale de Chauffage et Refroidissement, 501 chemin Heron, Ottawa, Ontario conformément à l'étendue des travaux 8M13-0076-11 ci-joint à l'annexe A.

7.1.1 Remplacement d'individus spécifiques

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié au contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir :
 - (a) le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - (b) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

Noms des individus qualifiés

L'entrepreneur doit fournir les noms des techniciens attitrés aux travaux de ce contrat. Les noms fournis ci-dessous doivent être les mêmes individus énumérés aux parties 3 et 6 de la soumission.

Techniciens	Prénom et nom
Technicien 1	
Technicien 2	

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditionsuniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2035 (2016-04-04), Conditions générales - services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **Secret**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **Secret**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.

4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe B;

b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est du _____ au _____ inclusivement.
(période de 5 ans – dates exacte à être confirmées lors de l'octroi du contrat)

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Lynn Grogan
Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction de l'attribution des marchés immobiliers
3C2, Phase III, Place du Portage
11 rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5
Téléphone : 873-469-4903
Télécopieur : 819-956-3600
Courriel : lynn.grogan@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable technique

“LE RESPONSABLE TECHNIQUE SERA NOMMÉ À L’ATTRIBUTION DU CONTRAT.”

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Le responsable à contacter pour les demandes de renseignements à caractère général et le suivi.

Nom : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de cellulaire : _____

Numéro de télécopieur : _____

Courriel : _____

7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Paiement

7.7.1 Limitation des dépenses

L'entrepreneur fournira les biens et services aux termes du contrat jusqu'à une **dépense totale** estimative qui n'excède pas \$ (**à déterminer**) (taxes applicables sont en sus), de laquelle \$ (**à déterminer**) (taxes applicables sont en sus), est pour les biens et/ou services énumérés ou décrits dans le **barème de prix 1**, et \$ (**à déterminer**) (taxes applicables sont en sus) est pour les biens et/ou services additionnels qui pourraient être demandés "selon les besoins" aux prix et/ou taux indiqués au **barème de prix 2**.

7.7.2 Base de Paiement - Prix Fermes et "Selon Les Besoins"

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes, conformément aux Conditions générales 2035 16 (2014-09-25) "Période de paiement" et aux tables suivantes. Les taxes applicables sont en sus, s'il y a lieu.

a) Les taux fermes seront payés en conformité avec le **barème de prix 1** en quatre (4) versements trimestriels égaux.

b) Travaux "Selon les besoins"

Tous les coûts engagés pour des travaux supplémentaires seront payés conformément au barème de prix 2 et à l'énoncé des travaux, Annexe A, «selon les besoins», après achèvement, inspection et acceptation des travaux exécutés.

L'obligation totale du Canada en vertu de la partie du contrat qui s'applique « selon les besoins » ne doit pas dépasser (à déterminer). Les taxes applicables sont en sus, s'il y a lieu.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- (a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- (b) si à quelque moment l'entrepreneur prévoit que ce montant ne suffira pas, l'entrepreneur doit en informer promptement l'autorité contractante.

selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement l'obligation du Canada à son égard.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(À l'attribution du contrat - **insérer ici le(s) tableaux pertinents des prix**)

7.7.3 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) T1204 - demande directe du ministère client, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

7.8 Instructions relatives à la facturation - Services entretien

1. L'entrepreneur doit soumettre les factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales accompagnées du rapport d'entretien trimestriel décrit dans l'énoncé des travaux du contrat.

Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés dans la facture soient complétés et que tous les rapports sur les demandes de services d'entretien pour les travaux identifiés dans la facture soient reçus par le responsable technique.

2. L'entrepreneur doit distribuer les factures et rapports comme suit :

- (a) L'original et deux (2) copies de la facture ainsi que du rapport trimestriel doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Services d'entretien et d'assurance opérationnelle
Édifice Chomley, 6e étage
400, rue Cooper
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Au soin de _____

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales - 2035 (2016-04-04);
- c) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) l'Annexe B, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- e) l'Annexe C,
- f) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (*inscrire la date de la soumission*),

7.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du guide des CUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien) (s'il y a lieu) s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

7.13 Assurance – exigences particulières

7.13.1 Assurance – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues dans l'article suivant **7.13.2**

Assurance de responsabilité civile commerciale. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.13.2 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

- b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa) Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est Ottawa (Ontario)
K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

7.14 Téléphones cellulaires et/ou téléavertisseurs

Le contremaître de l'entrepreneur ou le responsable sur les lieux doit être équipé d'un téléphone cellulaire ou d'un téléavertisseur en tout temps. La responsabilité de toutes les dépenses, y compris l'installation, le temps d'antenne, les frais d'activation et le coût des téléphones ou des téléavertisseurs, revient à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit maintenir un service de communication ininterrompu.

7.15 Règlements concernant les emplacements du gouvernement

L'entrepreneur doit se conformer à tous les règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

7.16 Réunion avant le début des travaux

L'entrepreneur doit participer à cette réunion avant de commencer les travaux; on dressera le procès verbal de cette réunion. Le représentant ministériel fixera l'heure et le lieu de cette réunion.

L'entrepreneur doit fournir, au responsable technique, une copie de sa politique en matière de sécurité conformément aux exigences du règlement provincial applicable dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

7.17 Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé

(Ajouter des lignes au besoin)

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(Consultez le document ci-joint)

ANNEXE B

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(Consultez le document ci-joint)

**ANNEXE C - Formulaire d'estimation des coûts pour travail
supplémentaire**

Description du travail:

(Veuillez joindre une feuille séparée s'il y a lieu)

Taux horaire selon le contrat

I Coûts directs	Nbre d'heures	Frigoriste	Total
i Coût de la main-d'œuvre directe			
Main-d'œuvre pour travaux de réparation			
Main-d'œuvre pour appels d'urgence			
Autres coûts liés à la main-d'œuvre directe (veuillez préciser : _____)			
Coût total de la main-d'œuvre directe			\$ _____ (i)
ii Coût des matières directes*			
Pièces de remplacement			
Pièces de rechange			
Autres coûts liés aux matières directes (veuillez préciser : _____)			\$ _____ (ii)
Coût total des matières directes			
iii Autres coûts directs			
Autres coûts directs (veuillez préciser : _____)			
Total des autres coûts directs			\$ _____ (iii)
II Prix total			Total
Prix total (taxe sur les produits et services et taxe de vente harmonisée en sus) (i + ii + iii)			\$ _____

***Remarque : Les matériaux seront facturés à notre prix de revient plus une majoration conformément au barème de prix 2.**

Nom: _____

Signature: _____

(Veuillez écrire en lettres moulées)

ANNEXE D

**LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT
ADMINISTRATEURS DU SOUMISSIONNAIRE**

***AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE***

ANNEXE E
ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Dans le Plan d'action économique (PAE) de 2013, le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les fournisseurs ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Par l'entremise du Plan d'action économique de 2013 et de son appui aux programmes de formation, le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :
En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti¹ autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre fédéraux de construction et d'entretien.

Nom :

Signature :

Nom de la compagnie :

Dénomination sociale :

Numéro de l'invitation à soumissionner :

Information optionnelle pouvant être fournie :

Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat :

¹ Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.

EDT 1 Exigences générales

- .1 L'Entrepreneur doit fournir tous les outils, les matériaux connexes et la main-d'œuvre pour effectuer l'inspection et les réparations, y compris la main-d'œuvre pour les appels de dépannage d'urgence et ordinaires afin d'exécuter les travaux requis pour le service, l'entretien et l'étalonnage du matériel visé dans le présent document, et ce selon les modalités et les conditions ci-incluses; il doit exécuter les travaux consciencieusement et selon les règles de l'art.
- .2 Les pièces, neuves et remises à neuf (autres que celles mentionnées à l'article EDT 1.1) seront fournies par le Responsable technique.
- .3 L'Entrepreneur sera responsable de l'intégrité de tous les systèmes et doit répondre à tous les appels de service liés à ces systèmes pendant toute la durée de la convention pour les travaux d'entretien, sans frais supplémentaires pour l'État.
- .4 L'exécution des travaux doit permettre de rendre les systèmes pleinement fonctionnels, selon leur conception originale et les modifications subséquentes approuvées conformément à l'article EDT 8.1, et elle doit être conforme aux recommandations des fabricants et être approuvée par le Responsable technique.
- .5 L'Entrepreneur doit détenir une licence valide d'entrepreneur en combustibles de chauffage de l'Ontario et se conformer à tous les règlements de l'Ontario, comme l'exige la *Loi de 2000 sur les normes techniques et la sécurité*, et il doit se conformer à tous les règlements, à tous les codes, à toutes les lois et à tous les actes fédéraux, provinciaux et municipaux.
- .6 L'Entrepreneur ou ses représentants doivent respecter toutes les lois et tous les règlements en matière de santé et de sécurité et se conformer à tous les plans ou à toutes les exigences de santé et de sécurité propres à l'emplacement, y compris, sans toutefois s'y limiter,
 - .1 Assister à une séance obligatoire d'orientation sur la sécurité de l'emplacement avant de commencer tout travail à la centrale de chauffage et de refroidissement (CCR) des Buttes de la Confédération. L'Entrepreneur ou ses représentants doivent actualiser l'orientation annuellement ou plus souvent, selon les circonstances ou les instructions du directeur de la centrale.
 - .2 Dresser un plan de sécurité comprenant une évaluation des dangers propres à l'emplacement. Ceci comprend, sans toutefois s'y limiter, un énoncé de la politique en matière de santé et de sécurité, un plan de santé

et de sécurité, les rôles et les responsabilités, les numéros de téléphone en cas d'urgence, une liste du personnel, des procédures écrites, des certificats de métiers et d'apprentissage, un programme d'orientation des travailleurs de l'emplacement, les licences/certificats de l'entrepreneur et un plan de communication. Ce plan doit être propre à l'emplacement et il doit être mis à jour au besoin.

EDT 2 Portée

- .1 L'Entrepreneur doit s'occuper de l'entretien des systèmes installés, y compris tout le matériel et tous les micrologiciels et logiciels, comme le décrit l'article EDT 10, Inventaire du matériel.
- .2 Les inspections périodiques sont décrites à l'article EDT 9. L'Entrepreneur doit, à tout le moins, effectuer l'entretien recommandé par le fabricant, l'entretien exigé par les règlements et codes applicables ainsi que toute autre tâche d'entretien mentionnée ci-après.
- .3 L'Entrepreneur n'est pas tenu d'effectuer les réparations ou les renouvellements requis par suite d'utilisation négligente ou abusive du matériel par d'autres personnes, ou pour toute autre cause indépendante de sa volonté, sauf s'il s'agit d'usure normale du matériel. Cependant, lorsqu'il détermine que de tels renouvellements ou réparations, ou toute autre réparation non incluse dans le présent contrat, sont requis, l'Entrepreneur doit en aviser par écrit le Responsable technique dans les 24 heures.
- .4 L'Entrepreneur doit remplacer tous les éléments défectueux du système par des pièces fournies par le Représentant du Ministère, et en faire l'étalonnage, sans frais supplémentaires pour l'État. Si la nouvelle pièce n'est pas une pièce de remplacement direct, le Représentant du Ministère et l'Entrepreneur doivent négocier un prix pour les modifications requises pour intégrer la nouvelle pièce dans le système.
- .5 Là où le système de commande ABB ou le système de gestion du brûleur (SGB) interface avec les autres systèmes, l'Entrepreneur doit assurer le service et l'entretien du dispositif d'interface comme un relais, un excitateur, une passerelle, un modem, etc.
- .6 S'il y a lieu, le Responsable technique fera installer et entretenir les lignes téléphoniques louées requises pour accéder au système à distance. L'Entrepreneur sera responsable de tous les autres dispositifs ou moyens de communication nécessaires à l'exécution des présents travaux.
- .7 L'Entrepreneur doit coordonner le démarrage et l'arrêt du matériel avec le Représentant du Ministère.

- .8 Lorsqu'il faut retirer les dispositifs d'élément primaire pour l'entretien du système (comme les diaphragmes, les tuyères), le retrait et la réinstallation doivent être effectués par le Représentant du Ministère.
- .9 Lorsqu'il se trouve à l'emplacement et suite à une demande, l'Entrepreneur doit fournir l'information au Représentant du Ministère en ce qui concerne la bonne utilisation des systèmes.
- .10 Tout étalonnage doit être réalisé avec des appareils ayant une précision traçable et certifiée excédant d'au moins 50 % la valeur affichée ou consignée du système. La certification ne doit pas dater de plus d'un (1) an.
- .11 L'étalonnage de tout le matériel doit correspondre aux données de tolérance du fabricant pour l'étalonnage.
- .12 Procédures d'escalade lors de résolution de problèmes
 - .1 Si, après quatre heures de travail à la suite d'un appel de dépannage ordinaire ou d'urgence, le technicien en entretien et réparation n'a pas réussi à réparer et remettre en service le matériel, il doit communiquer avec le gestionnaire du soutien technique, de l'entretien ou de l'ingénierie de l'Entrepreneur pour qu'il lui indique les prochaines étapes à suivre.
 - .2 Si, après quatre heures de travail à la suite d'un appel de dépannage ordinaire ou d'urgence, le technicien en entretien et réparation n'a pas réussi à réparer et remettre en service le matériel, il doit communiquer avec le gestionnaire du soutien technique, de l'entretien ou de l'ingénierie de l'Entrepreneur pour qu'il lui indique les prochaines étapes à suivre.
- .13 Lorsqu'il est nécessaire de mettre hors service une partie ou la totalité du système aux fins d'inspection ou d'entretien, une entente doit être conclue avec le Responsable technique au moins 24 heures à l'avance. On devra préciser quelle partie du système sera inutilisable et la durée de l'arrêt. Si le Représentant du Ministère juge que cet arrêt pourrait avoir une incidence sur l'exploitation de l'installation, l'Entrepreneur sera invité à remettre les travaux à un autre moment plus approprié. Dans le cas où la mise hors service doit être effectuée en dehors des heures normales de travail, il faut considérer ce type de travaux comme faisant partie des modalités de la présente entente.
- .14 Fournir les gaz d'étalonnage ainsi que les bouteilles pour l'étalonnage des titreuses d'oxygène et de monoxyde de carbone. TPSGC fournira l'espace pour l'entreposage des bouteilles à l'emplacement.

.15 Travaux supplémentaires

- .1 L'Entrepreneur peut devoir effectuer des réparations qui ne sont pas prévues par le contrat, moderniser des éléments désuets du système, donner de la formation propre à l'emplacement ou apporter des améliorations au SCI à des frais supplémentaires selon les directives du Représentant du Ministère.
- .2 L'Entrepreneur doit calculer le coût des réparations, des modernisations, de la formation ou des améliorations (EDT 2.12.1), en fonction du « Barème de prix 2 », et remplir le « Formulaire d'estimation des coûts pour les travaux supplémentaires ». L'Entrepreneur peut être appelé à effectuer ces travaux supplémentaires. L'Entrepreneur doit obtenir l'autorisation écrite du Représentant du Ministère avant d'exécuter des travaux non prévus.

EDT 3 Personnel d'entretien

- .1 L'Entrepreneur doit fournir le personnel d'entretien qualifié suffisant (suivant l'EDT 3.3) pour effectuer, rapidement et de manière satisfaisante, tous les travaux prévus dans la présente convention. Avant de commencer les travaux, l'Entrepreneur doit fournir au Représentant du Ministère une liste du personnel d'entretien affecté aux travaux et l'aviser par écrit de tout changement apporté à ce personnel. Tout le personnel doit avoir reçu l'autorisation de sécurité requise pour l'installation comme le mentionne la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS).
- .2 L'Entrepreneur doit s'assurer qu'un Superviseur compétent, ayant toutes les autorisations nécessaires pour agir au nom de l'Entrepreneur, supervise tous les travaux. Tous les travaux effectués par les employés de l'Entrepreneur ou ses sous-traitants doivent être supervisés de la sorte, afin de s'assurer que leur exécution est conforme aux codes et règlements applicables et aux dispositions de la présente entente. Le Superviseur ne devra pas nécessairement être présent sur les lieux lors de l'exécution des travaux.
- .3 Pour faire suite à l'EDT 3.1, tout le personnel d'entretien doit être qualifié pour faire l'entretien du matériel installé. Les qualifications professionnelles minimales doivent comprendre un diplôme d'un programme d'un institut de technologie et au moins trois (3) années d'expérience de travail avec du matériel similaire installé dans une installation de taille et de complexité comparables. Au moins deux membres du personnel d'entretien doivent détenir un certificat de formation sur le logiciel ABB utilisé à l'emplacement. Au moins deux membres du personnel d'entretien doivent détenir un certificat de qualification de la province de l'Ontario

comme technicien gazier 1 et technicien en brûleurs au mazout 1. Des ouvriers ou apprentis peuvent être employés, mais ils doivent travailler sous la supervision directe d'un employé de l'entretien qualifié, comme l'indiquent et l'exigent les codes et les règlements applicables.

- .4 Tous les sous-traitants doivent être approuvés par le Représentant du Ministère avant de commencer le travail et tous les employés du sous-traitant doivent avoir reçu l'autorisation de sécurité requise pour l'installation comme le mentionne la LVERS.
- .5 L'Entrepreneur doit s'assurer que toutes les ressources proposées ont reçu la formation requise en matière de sécurité pour effectuer des travaux comme il est décrit dans les documents du contrat. Le Canada se réserve le droit de demander la preuve d'enregistrement dans un programme, de certification, d'expérience et de références en tout temps pendant la durée du contrat.

EDT 4 Calendrier d'entretien

- .1 Les appels de service doivent être effectués pendant les heures normales de travail, entre 7 h 30 et 16 h, du lundi au vendredi, sauf les jours fériés.
- .2 Dans les dix (10) jours suivant l'octroi du contrat, l'Entrepreneur doit soumettre au Responsable technique un calendrier détaillé d'entretien pour la durée du contrat. Ce calendrier doit prévoir et refléter toutes les opérations d'entretien recommandées par le fabricant et satisfaire à toutes les exigences des codes et règlements et de la présente convention, sous forme d'ensembles de travaux d'inspection périodique couvrant la durée du contrat. Il est prévu que la charge de travail sera répartie uniformément sur l'année civile, mais qu'elle satisfera aux exigences de fréquence du présent contrat. L'Entrepreneur doit fournir deux (2) exemplaires de ce calendrier, soit un pour le Responsable technique et un qui demeurera à la centrale. L'exemplaire de la centrale doit être signé et daté après chaque inspection et on devra y noter les travaux qui ont été effectués pendant l'inspection.
- .3 Le Responsable technique examinera le calendrier proposé et pourrait demander à l'Entrepreneur de le modifier pour se conformer à ses exigences. Toutes ces modifications doivent être considérées comme prévues dans la présente convention.

EDT 5 Appels d'urgence

- .1 Tous les appels d'urgence doivent être traités par un technicien qualifié en entretien (comme indiqué à l'article EDT 3) dans les deux (2) heures suivant ces appels, et ce, tous les jours, 24 heures sur 24, sans

frais supplémentaires dans le cadre du contrat. Le personnel d'entretien doit se rendre sur place et être prêt à faire l'entretien du système dans les deux (2) heures après avoir reçu une demande urgente; les travaux doivent se poursuivre sans interruption jusqu'à ce que le système soit de nouveau en bon état de fonctionnement. Seul le Représentant du Ministère doit accepter les demandes d'entretien urgent.

- .2 L'Entrepreneur doit fournir au Responsable technique un numéro de téléphone où le personnel d'entretien et de réparation peut être joint en tout temps.

EDT 6 Contacts et rapports

.1 Contacts

L'Entrepreneur doit communiquer avec le Responsable technique trois (3) jours avant chaque inspection d'entretien prévue. Le Responsable technique fournira à l'Entrepreneur une liste de conditions anormales qui nécessitent des mesures correctives durant l'inspection. On doit fournir à l'Entrepreneur une liste d'employés avec qui il doit communiquer à son arrivée dans un site. Il faut communiquer avec le Représentant du Ministère après chaque inspection ou réparation et l'aviser, par écrit, de toute situation en suspens ou anormale concernant le système et qui n'a pas été corrigée.

.2 Rapports

L'Entrepreneur doit informer le personnel de l'exploitation de la CCR des Buttes de la Confédération avant de commencer tout travail et décrire le travail à accomplir. L'Entrepreneur doit immédiatement remplir un rapport écrit, le signer et le dater, après chaque visite à la centrale pour une réparation et/ou une inspection de rappel, et en laisser un exemplaire dans le registre à la CCR du Pré Tunney, et il doit en envoyer un exemplaire au Représentant du Ministère. Le rapport de service sera rempli de façon claire et concise en indiquant l'état de fonctionnement après avoir accompli les réparations suite au rappel, aux inspections ou à tout autre travail effectué à la centrale en vertu du présent contrat. Le rapport doit détailler la personne à qui le technicien s'est présenté, tous les travaux achevés, les travaux en suspens, les situations anormales qui n'ont pas été corrigées (en indiquer les raisons), ainsi que le délai approximatif d'exécution. Toute défectuosité qui ne peut pas être corrigée immédiatement doit être signalée immédiatement par écrit au Représentant du Ministère.

Transmettre des copies des rapports d'entretien et des factures à l'attention du :
Responsable technique
Adresse : Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada
Entretien et assurance opérationnelle
Services de gestion immobilière

400, rue Cooper, 6^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0S5

Tous les rapports doivent comprendre ce qui suit :

- (a) la date et l'heure de l'inspection
 - (b) le nom et l'adresse du bâtiment
 - (c) les numéros de référence et de contrat
 - (d) le nom du technicien en entretien
 - (e) la signature de l'opérateur
 - (f) les travaux exécutés
 - (g) le nombre d'heures passées sur les lieux
 - (h) les pièces remplacées
 - (i) le travail reporté
 - (j) les travaux incomplets
- .3 Des dossiers et registres doivent être conservés pour chaque tâche d'entretien. Des dossiers cumulatifs doivent être organisés par ordre chronologique pour chaque élément important et pour le système complet, et ils doivent être mis à la disposition du Responsable technique sur demande.
- .4 Le superviseur de l'Entrepreneur doit assister aux réunions de la centrale, lesquelles ont lieu chaque deuxième mois, et ce, pendant toute la durée du contrat.

EDT 7 Mise à jour du système

- .1 L'Entrepreneur doit fournir des documents et des dessins modifiés, en nombre égal au nombre de documents fournis initialement, reflétant tous les changements apportés au système, soit sur l'autorisation du Responsable technique, soit sur la recommandation du fabricant ou selon les exigences réglementaires.
- .2 Une fois par année, à la date d'anniversaire du contrat, l'Entrepreneur doit fournir une liste de tous les changements, de toutes les additions ou modifications apportées au matériel couvert par le contrat.
- .3 L'Entrepreneur doit s'assurer que les étiquettes pour tous les points d'entrée et de sortie raccordés au système de commande numérique (SCN), directement ou à distance, sont à jour. Les étiquettes manquantes seront remplacées et elles doivent être similaires aux étiquettes originales.

EDT 8 Modification du système

- .1 Toute modification du système recommandée par l'Entrepreneur doit être présentée par écrit au Responsable technique, en précisant les coûts et les avantages escomptés. Les modifications du système doivent satisfaire à toutes les exigences de la conformité réglementaire, ce qui comprend entre autres l'entretien

prévu dans l'avis FS-133-08 du programme de la sécurité des combustibles de l'Office des normes techniques et de la sécurité (ONTS), et elles doivent être approuvées au préalable par le Responsable technique.

EDT 9 Inspections

- .1 L'Entrepreneur doit fournir les services d'inspection, de vérification, d'étalonnage, d'entretien et de mise à l'essai décrits ci-après; il s'agit là d'exigences minimales et le fait de ne fournir que ces services ne doit pas nécessairement être jugé satisfaisant. En outre, l'Entrepreneur doit satisfaire à toutes les exigences des codes et des règlements concernant ces services.

L'Entrepreneur doit fournir une liste de tâches complète pour chaque installation en guise de preuve d'étalonnage annuel ou de vérification annuelle de tous les points du système. Les listes de tâches doivent comprendre ce qui suit : détail des points de contrôle et des capteurs, désignation du point, emplacement, valeur mesurée, valeur affichée du système, détails sur l'étalonnage, si un nouvel étalonnage est requis, le nom des techniciens, la date d'inspection et toute autre mesure prise ou recommandée. Le rapport d'inspection annuelle par points doit être déposé un mois avant la date d'anniversaire du contrat.

Tous les systèmes, à l'exception des dispositifs de comptage du bâtiment, doivent être inspectés annuellement, ou plus souvent selon les exigences des fabricants, afin de maintenir un niveau de rendement optimal de tous les systèmes.

L'Entrepreneur doit utiliser des formulaires approuvés d'étalonnage sur place et il doit fournir des listes de tâches propres à l'emplacement remplies et datées comme preuve de l'étalonnage de tous les points du système. Les listes de tâches devront inclure les renseignements suivants sur les capteurs et les points de contrôle : le nom du point, le numéro de l'étiquette, l'emplacement, les résultats prévus de l'étalonnage, son état avant et après l'étalonnage, si un réétalonnage a été nécessaire, ainsi que toute autre mesure prise ou recommandée. Un exemplaire de chaque formulaire d'étalonnage doit rester à la centrale et un exemplaire doit être acheminé au Représentant du Ministère. Ces formulaires doivent être acheminés au Représentant du Ministère à la fin du mois durant lequel ils ont été remplis.

L'Entrepreneur doit apposer un autocollant d'approbation à chaque dispositif sur place lorsqu'il est étalonné. L'autocollant affichera la plage de fonctionnement du dispositif, la date de l'étalonnage et les initiales du technicien.

.1 Inspection du contrôleur, du poste de travail et du réseau

- .1 Vérifier le fonctionnement de la commutation automatique au réseau redondant et aux unités de traitement réparti (UTR) redondantes.
 - .2 Fournir deux copies de secours mises à jour de tous les programmes et bases de données, une qui doit être gardée à l'emplacement et une qui doit être gardée par le Représentant du Ministère.
 - .3 Les unités centrales de traitement, y compris tout le matériel périphérique, doivent être inspectées et entretenues conformément aux recommandations du fabricant. Le matériel périphérique doit comprendre, mais sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants : les écrans CRT ou LCD, les claviers, les mémoires de grande capacité, les imprimantes, les traceurs, les dispositifs de communication (modems), les dispositifs d'interface et tous les micrologiciels et les logiciels connexes.
 - .4 Exécuter tous les programmes d'analyse de réseau et de diagnostic système, et prendre les mesures appropriées pour corriger tous les problèmes diagnostiqués. Faire un compte rendu des résultats au Représentant du Ministère et présenter des recommandations pour corriger les problèmes perçus.
- .2 Inspection mensuelle**
Cette inspection doit comprendre, entre autres, les points suivants :
- .1 Vérification visuelle et fonctionnelle de toutes les UTR, du matériel périphérique, des postes de travail des opérateurs/des CPU, des dispositifs/tableaux d'interface, du dispositif de communication, de l'E/S (entrée/sortie) à distance et de tous les micrologiciels et logiciels.
 - .2 Nettoyage de toutes les surfaces intérieures et extérieures des armoires, des enceintes et du matériel périphérique, au besoin.
 - .3 Vérification et réglage des tensions d'alimentation pour toutes les alimentations électriques et vérification du signal et de l'isolement de terre au besoin.
 - .4 Vérification du bon fonctionnement de tous les systèmes de refroidissement du matériel et changer ou nettoyer les filtres au besoin.
 - .5 Vérification visuelle dans le but de détecter les défauts mécaniques et les fuites d'air et de

s'assurer du bon réglage de pression des éléments pneumatiques.

- .6 Mise en œuvre de changements mineurs de contrôle et d'éléments graphiques du système, comme demandé par le Représentant du Ministère.
- .7 Examen du rendement du système et des boucles de régulation et des séquences d'exécution pour vérifier le bon fonctionnement (c.-à-d. les états commandés sont stables et aux valeurs prédéterminées). Au besoin, vérifier et régler les valeurs prédéterminées des constantes de réglage (proportionnelles, intégrales et dérivées), les valeurs de paramètre, etc., afin de maintenir un état de fonctionnement stable et efficace.

.3 Composants sur place, SCN et SGB

- .1 Vérifier annuellement l'étalonnage/la précision de chaque dispositif d'entrée et de sortie, et le nettoyer, le réparer et l'étalonner de nouveau au besoin.
- .2 Vérifier le fonctionnement de tous les relais et de tous les interrupteurs connexes et les nettoyer, les réparer et les étalonner de nouveau au besoin.
- .3 Vérifier le fonctionnement de tous les positionneurs-pilotes et les nettoyer, les réparer et les étalonner de nouveau au besoin.
- .4 Vérifier tous les actionneurs pour voir si les diaphragmes ont des fuites.
- .5 Vérifier le fonctionnement de l'état de marche et la fermeture étanche des vannes de régulation et les nettoyer, les réparer et les étalonner de nouveau au besoin.
- .6 Vérifier les garnitures de toutes les vannes de régulation pour voir si elles présentent des fuites, les lubrifier ou les remplacer au besoin.
- .7 Vérifier le fonctionnement de tous les volets mobiles et les registres, et les lubrifier conformément aux recommandations des fabricants.
- .8 Confirmer le fonctionnement de toutes les alarmes et de tous les points de raccordement associés au SCN.
- .9 Chaque année, l'Entrepreneur doit remplir et signer la feuille de vérification de l'étalonnage du SCN (EDT, annexe A) lorsque les inspections et les rapports requis sont terminés.

.4 Entretien du SGB

Tout le SGB pour chaque chaudière doit être inspecté et entretenu chaque année conformément aux recommandations des fabricants et aux codes, règlements, lois et actes fédéraux, provinciaux et municipaux.

L'entretien comprend notamment les éléments suivants :

- .1 Nettoyer l'électrode et le réinitialiser.
- .2 Vérifier et nettoyer le détecteur de flamme et le système d'extinction de flamme et le délai de sécurité.
- .3 Vérifier le dispositif d'interdiction de marche.
- .4 Vérifier le fonctionnement des interrupteurs de manque d'eau.
- .5 Vérifier le fonctionnement des pressostats de gaz.
- .6 Vérifier le dispositif de commande à maximum.
- .7 Faire l'essai d'étanchéité des vannes de coupure de sécurité de gaz naturel et de propane afin d'assurer une fermeture étanche.
- .8 Vérifier les connexions électriques dans le tableau du SGB.
- .9 Vérifier les alarmes et les voyants lumineux.
- .10 Chaque année, l'Entrepreneur doit remplir et signer la feuille de vérification du SGB (EDT, annexe B) pour chaque chaudière une fois l'inspection annuelle terminée.

.5 Essais de combustion

- .1 Une fois par année, des essais de combustion doivent être faits sur les chaudières 1 à 4. Le moment des essais doit être coordonné avec le directeur de la centrale et avoir lieu durant l'hiver, lorsqu'il y a une charge suffisante.
- .2 Les essais de combustion doivent être faits à des intervalles de 10 % avec des réglages croissants et décroissants.
- .3 Un rapport sera soumis, lequel compare l'efficacité de la chaudière pour les nouveaux essais par rapport aux essais de base/précédents.

.6 Dispositifs de comptage du bâtiment et matériel de communication connexe

- .1 Tous les appareils de comptage du bâtiment doivent être étalonnés une fois entre les années suivantes du contrat, 2^e année et 4^e année.
- .2 Le mesurage du courant doit être effectué seulement là où le signal entre dans le RTU. L'Entrepreneur n'est pas responsable des composants d'entrée pour le mesurage électrique.
- .3 L'Entrepreneur doit utiliser les formulaires d'étalonnage du mesurage de TPSGC pour consigner les mesures avant et après pour le mesurage du bâtiment.

EDT 10 Inventaire du matériel

- .1 L'Entrepreneur sera responsable de tous les composants qui font partie du système de commande intégré installé dans la centrale, y compris tous les composants du SCN, tous les appareils mobiles, tous les composants de gestion du brûleur et composants connexes, les composants de l'alarme de la chaudière, tous les tableaux d'alarme de contrôleur programmable du refroidisseur, tous les composants de comptage du bâtiment, tous les composants des postes de travail des opérateurs (y compris les claviers, les écrans, les imprimantes, etc.), tous les composants de communication et de réseau, le téléterminal au 400, rue Cooper, tous les composants et les points reliés directement ou à distance au système de commande numérique (SCN), aux systèmes de gestion du brûleur (SGB) et aux systèmes de mesurage la journée de l'octroi du contrat seront considérés comme faisant partie du présent contrat.

Cela comprend, sans s'y limiter, les éléments suivants :

- a) Toutes les commandes de la chaudière et les commandes centrales de la chaudière.
- b) Toutes les commandes du système de gestion du brûleur.
- c) Tous les dispositifs de commande et de sécurité.
- d) Toutes les commandes du refroidisseur et les commandes centrales du refroidisseur.
- e) Tous les postes et les dispositifs de comptage.

Ne sont pas inclus dans le présent contrat les registres, les déflecteurs, corps de vanne et organes internes; cependant, l'Entrepreneur est tenu responsable de la vérification de ces composants et du signalement de toute défectuosité au Représentant du Ministère. Ne sont pas inclus également les fournitures d'impression (papier et cartouches d'encre), les entraînements à fréquence variable (EFV), les compresseurs d'air à commande, les déshumidificateurs et les régulateurs de pression ou postes de filtration.

Une liste (à titre de référence seulement) est jointe ci-dessous.

N° étiquette	Description	Type
RB4_FT402	Débit de gaz	EA
RB4_ZT459A	Rétroaction de l'EFV	EA
RB4_FT458	Débit d'eau	EA
RB4_ZT459	Rétroaction de l'EF	EA
RB4_ZT408	Rétroaction du robinet de carburant	EA
RB4_PT436	Pression à l'intérieur du four	EA
RB4_TT422	Temp. sortie d'eau	EA
RB4_ZT436B	Rétroaction de la RGC	EA
RB4_ZY459A	Valeur prédéterminée de l'EFV	SA
RB4_FY458	Robinet d'eau	SA
RB4_FV408	Robinet de carburant	SA
RB4_FZ459	Registre de l'EF	SA
RB4_FZ436B	Registre de la RGC	SA
RB4_FZ436	Registre de sortie	SA
RB4_ES403	PURGE	EN
RB4_ES404	FEU MIN	EN
RB4_ES400	BRÛLEUR EN MARCHÉ	EN
RB4_ES402	GAZ SÉLECTIONNÉ	EN
RB4_ES429	HUILE SÉLECTIONNÉE	EN
RB4_ZY405	ARRÊT TEMP FONCTIONNEMENT	SN
RB4_ZY406	INTERRUPTEUR DU SCN	SN
RB4_ZY403	PURGE	SN
RB4_ZY404	FEU BAS	SN
RB4_ZY407	INTERRUPTEUR DE LA PRESSION À L'INTÉRIEUR DU FOUR	SN
RB1_FT102	DÉBIT DE GAZ NATUREL	EA
RB1_FT129	DÉBIT DE L'HUILE D'APPROVISIONNEMENT	EA
RB1_FT130	DÉBIT D'HUILE DE RETOUR	EA
RB1_FT158	DÉBIT D'EAU DE SORTIE DE CHAUDIÈRE	EA
RB1_FT159	DÉBIT D'AIR DE COMBUSTION	EA
RB1_PT163	TIRAGE DU FOUR	EA
RB1_FY102	ENTRAÎNEMENT DU DÉBIT DE GAZ NATUREL	SA
RB1_FY127	ROBINET DE DÉBIT D'HUILE DE RETOUR	SA
RB1_FY158	ROBINET DE DÉBIT D'EAU DE SORTIE DE CHAUDIÈRE	SA
RB1_FY159	DÉBIT D'AIR DE COMBUSTION	SA
RB1_PY163	ENTRAÎNEMENT DU TIRAGE DU FOUR	SA
RB1_AT168	ANALYSEUR D'OXYGÈNE	EA
RB1_AT169	ANALYSEUR DE MONOXYDE DE CARBONE	EA

RB1_PT162A	BRÛLEUR À AIR DE CANAL DE VENTILATION 1	EA
RB1_PT135	PRESSION DE LA CHAUDIÈRE 1	EA
RB4_FT429	DÉBIT DE L'HUILE D'APPROVISIONNEMENT	EA
RB4_FT430	DÉBIT D'HUILE DE RETOUR	EA
RB4_FT402	DÉBIT DE GAZ NATUREL	EA
RBC_LT1013	RÉSERVOIR DE STOCKAGE DE MAZOUT 1	EA
RB2_AT268	ANALYSEUR D'OXYGÈNE	EA
RB2_AT269	ANALYSEUR DE MONOXYDE DE CARBONE	EA
RB2_PT262A	BRÛLEUR À AIR DE CANAL DE VENTILATION 1	EA
RB2_PT235	PRESSION DE LA CHAUDIÈRE 2	EA
RBC_LT1014	RÉSERVOIR DE STOCKAGE DE MAZOUT 2	EA
RC1_JT500	REFROIDISSEUR 1 - ÉLECTRICITÉ	EA
RC2_JT600	REFROIDISSEUR 2 - ÉLECTRICITÉ	EA
RPC_PT1029	PRESSION DE L'EAU MUNICIPALE	EA
RB3_AT368	ANALYSEUR D'OXYGÈNE	EA
RB3_AT369	ANALYSEUR DE MONOXYDE DE CARBONE	EA
RB3_PT362A	BRÛLEUR À AIR DE CANAL DE VENTILATION 1	EA
RB3_PT335	PRESSION DE LA CHAUDIÈRE 3	EA
RC3_JT700	REFROIDISSEUR 3 - ÉLECTRICITÉ	EA
RC4_JT800	REFROIDISSEUR 4 - ÉLECTRICITÉ	EA
RBC_FT1026	CONDUITE INF. DU DÉBIT D'EAU CHAUDE DU TUNNEL	EA
RBC_FT1027	CONDUITE SUP. DU DÉBIT D'EAU CHAUDE DU TUNNEL	EA
RB1_PI162A	BRÛLEUR À AIR DE CANAL DE VENTILATION 1 - JAUGE	SA
RB1_PI163	TIRAGE DU FOUR - JAUGE	SA
RBC_PV1011	ROBINET DE RÉGLAGE DE L'HUILE	SA
RBC_LI1013	RÉSERVOIR DE STOCKAGE DE MAZOUT 1	SA
RB2_PI262A	BRÛLEUR À AIR DE CANAL DE VENTILATION 1 - JAUGE	SA
RB2_PI263	PRESSION ATTÉNUÉE	SA
CTOC_LY947	ROBINET DE RÉGLAGE DU NIVEAU DE LA TOUR DE REFROIDISSEMENT	SA
RBC_LI1014	RÉSERVOIR DE STOCKAGE DE MAZOUT 2	SA
RB3_PI362A	BRÛLEUR À AIR DE CANAL DE VENTILATION 1 - JAUGE	SA
RB3_PI363	TIRAGE DU FOUR - JAUGE	SA
RB3_PI335	PRESSION DE LA CHAUDIÈRE 3 HORS ÉCHELLE	SA
RB3_TI352B	TEMP. DE L'APPROVISIONNEMENT D'EAU	SA

	CHAUDE REMISE À L'ÉCHELLE	
RB1_PI135	PRESSON DE LA CHAUDIÈRE 1 HORS ÉCHELLE	SA
RB1_TI152B	TEMP. DE L'APPROVISIONNEMENT D'EAU CHAUDE REMISE À L'ÉCHELLE	SA
RB2_PI235	PRESSON DE LA CHAUDIÈRE 2 HORS ÉCHELLE	SA
RB2_TI252B	TEMP. DE L'APPROVISIONNEMENT D'EAU CHAUDE REMISE À L'ÉCHELLE	SA
RCC_FT1028	DÉBIT D'EAU REFROIDIE DU TUNNEL	EA
RBC_FT902	TRANSMETTEUR DU DÉBIT D'EAU CHAUDE D'APPOINT	EA
RCC_FT950	TRANSMETTEUR DU DÉBIT D'EAU REFROIDIE D'APPOINT	EA
RBC_PT1006	PRESSON DE L'ALIMENTATION PRINCIPALE EN GAZ	EA
RBC_PT1011	PRESSON DE L'ALIMENTATION PRINCIPALE EN HUILE	EA
RPC_PT1150	PRESSON D'AIR DE LA CENTRALE	EA
RC5_JT1100	WATTMÈTRE DU REFROIDISSEUR 5	EA
RB1_TE167	TEMPÉRATURE DES GAZ DE COMBUSTION	EA
RB1_TE152A	TEMPÉRATURE DE RETOUR DE L'EAU CHAUDE À LA CHAUDIÈRE	EA
RB1_TE152B	TEMPÉRATURE D'APPROVISIONNEMENT D'EAU CHAUDE DE LA CHAUDIÈRE	EA
RC1_TE501A	TEMPÉRATURE DE RETOUR D'EAU REFROIDIE	EA
RC1_TE501B	TEMPÉRATURE D'APPROVISIONNEMENT D'EAU REFROIDIE	EA
RC4_TE801A	TEMPÉRATURE DE RETOUR D'EAU REFROIDIE	EA
RC4_TE801B	TEMPÉRATURE D'APPROVISIONNEMENT D'EAU REFROIDIE	EA
RCC_TE970	APPROVISIONNEMENT OUEST	EA
RB2_TE267	TEMPÉRATURE DES GAZ DE COMBUSTION	EA
RB2_TE252A	TEMPÉRATURE DE RETOUR DE L'EAU CHAUDE À LA CHAUDIÈRE	EA
RB2_TE252B	TEMPÉRATURE D'APPROVISIONNEMENT D'EAU CHAUDE DE LA CHAUDIÈRE	EA
RC2_TE601A	TEMPÉRATURE DE RETOUR D'EAU REFROIDIE	EA
RC2_TE601B	TEMPÉRATURE D'APPROVISIONNEMENT D'EAU REFROIDIE	EA
RB4_TE452A	TEMPÉRATURE DE RETOUR DE L'EAU	EA

	CHAUDE À LA CHAUDIÈRE	
RB4_TE452B	TEMPÉRATURE D'APPROVISIONNEMENT D'EAU CHAUDE DE LA CHAUDIÈRE	EA
RCC_TE971	RETOUR OUEST	EA
RB3_TE367	TEMPÉRATURE DES GAZ DE COMBUSTION	EA
RB3_TE352A	TEMPÉRATURE DE RETOUR DE L'EAU CHAUDE À LA CHAUDIÈRE	EA
RB3_TE352B	TEMPÉRATURE D'APPROVISIONNEMENT D'EAU CHAUDE DE LA CHAUDIÈRE	EA
RC3_TE701A	TEMPÉRATURE DE RETOUR D'EAU REFROIDIE	EA
RC3_TE701B	TEMPÉRATURE D'APPROVISIONNEMENT D'EAU REFROIDIE	EA
RPC_TE1053	TEMPÉRATURE DE L'AIR EXTÉRIEUR SUD	EA
RBC_TIT906B	RETOUR D'EAU CHAUDE DU TUNNEL	EA
RCC_TE972	APPROVISIONNEMENT EST	EA
RCC_TE973	RETOUR EST	EA
RC5_TE1101A	TEMPÉRATURE DE RETOUR D'EAU REFROIDIE	EA
RC5_TE1101B	TEMPÉRATURE D'APPROVISIONNEMENT D'EAU REFROIDIE	EA
RPC_TE1054	TEMPÉRATURE DE L'AIR EXTÉRIEUR NORD	EA
RPC_FT1125	DÉBIT DU GAZ DE LA CENTRALE	PI
RBC_FY909	Vanne de chauffage de la centrale	SA
RB4_ZS421	FLAMME DU BRÛLEUR ALLUMÉE	EN
RC1_ZS505	REFROIDISSEUR 1 EN MARCHÉ	EN
RB4_ZS423	ALARME DE LA CHAUDIÈRE 4	EN
RB4_ZS422	GAZ/HUILE SÉLECTIONNÉ	EN
RBC_PAL1007	PRESSIION DE GAZ PRINCIPALE BASSE	EN
RBC_PAH1007	PRESSIION DE GAZ PRINCIPALE ÉLEVÉE	EN
RCC_XA962	SOUFFLANTE DE LA CENTRALE DU REFROIDISSEUR EN MARCHÉ	EN
RCC_XA963	ALARME DE LA TOUR DE REFROIDISSEMENT DE LA CENTRALE DU REFROIDISSEUR	EN
RC2_ZS605	REFROIDISSEUR 2 EN MARCHÉ	EN
RBC_PAL1012	PRESSIION D'HUILE PRINCIPALE BASSE	EN
RBC_PAL1025	PRESSIION D'ALLUMAGE PRINCIPALE BASSE	EN
RBC_PAH1024	PRESSIION D'ALLUMAGE PRINCIPALE ÉLEVÉE	EN
RPC_XA1050	ALARME D'INCENDIE DE LA SALLE D'ENTREPOSAGE DES PRODUITS CHIMIQUES	EN
RPC_XA1051	PANNE DE LA SOUFFLANTE DE LA SALLE	EN

	D'ENTREPOSAGE DES PRODUITS CHIMIQUES	
RPC_LAH1060	NIVEAU DE LA POMPE DE PUISARD CENTRALE DU SOUS-SOL	EN
RPC_LAH1061	NIVEAU ÉLEVÉ DE LA POMPE DE PUISARD NO DU SOUS-SOL	EN
RC3_ZS705	REFROIDISSEUR 3 EN MARCHÉ	EN
RC4_ZS805	REFROIDISSEUR 4 EN MARCHÉ	EN
RPC_LAH1062	NIVEAU DE LA POMPE DE PUISARD DE L'ENTREPOSAGE DU SOUS-SOL	EN
RPC_LAH1070	NIVEAU ÉLEVÉ DE LA POMPE DE PUISARD DU TUNNEL DU CPR	EN
RPC_LAH1071	NIVEAU ÉLEVÉ DU PUISARD DE FOND DU LAB RAD	EN
RC5_ZS1105	REFROIDISSEUR 5 EN MARCHÉ	EN
RPC_XA1073	PORTE DU TUNNEL OUEST OUVERTE	EN
RPC_ZS1150	COMPRESSEUR D'AIR 1 EN MARCHÉ	EN
RPC_XA1081	ALARME DE MAUVAIS FONCTIONNEMENT DE LA VOÛTE ÉLECTRIQUE	EN
RPC_XA1082	GROUPE ÉLECTROGÈNE DE SECOURS	EN
RPC_LAL1083	RÉSERVOIR D'HUILE DU GROUPE ÉLECTROGÈNE DE SECOURS BAS	EN
RPC_PSL1087	PRESSIION D'AIR D'INSTRUMENTATION DE LA CENTRALE BASSE	EN
RPC_PSL1089	PRESSIION DE L'EAU MUNICIPALE BASSE	EN
RPC_XA1084	ALARME DU BANC DE BATTERIES DU REZ-DE-CHAUSSÉE	EN
RPC_XA1085	DISJONCTEUR DE BATTERIE DE CONDENSATEURS FQ1-C FERMÉ	EN
RPC_XA1086	DISJONCTEUR DE BATTERIE DE CONDENSATEURS FQ2-C FERMÉ	EN
RPC_XA1090	ALARME DU BANC DE BATTERIES DU SOUS-SOL	EN
RPC_ZSO1091	ROBINET DE REMPLISSAGE DU RÉSERVOIR 2 OUVERT	EN
RPC_ZSO1092	ROBINET DE REMPLISSAGE DU RÉSERVOIR 1 OUVERT	EN
RPC_ZSO1093	ROBINET DE RETOUR DU RÉSERVOIR 1 OUVERT	EN
RPC_ZSO1094	ROBINET D'ALIMENTATION DU RÉSERVOIR 1 OUVERT	EN
RPC_ZSO1095	ROBINET D'ALIMENTATION DU RÉSERVOIR 2 OUVERT	EN
RPC_ZSO1096	ROBINET DE RETOUR DU RÉSERVOIR 2	EN

	OUVERT	
RB1_PDSL153	RELAIS DE DÉCLENCHEMENT DE BAS DÉBIT D'EAU CHAUDE	SN
RB2_PDSL253	RELAIS DE DÉCLENCHEMENT DE BAS DÉBIT D'EAU CHAUDE	SN
RB3_PDSL353	RELAIS DE DÉCLENCHEMENT DE BAS DÉBIT D'EAU CHAUDE	SN
RB4_PDSL453	RELAIS DE DÉCLENCHEMENT DE BAS DÉBIT D'EAU CHAUDE	SN
RBC_LAH1013	RÉSERVOIR DE STOCKAGE DE MAZOUT 1 ÉLEVÉ	SN
RBC_LAH1014	RÉSERVOIR DE STOCKAGE DE MAZOUT 2 ÉLEVÉ	SN
PLANT_HORN	Avertisseur de la centrale	SN
RPC_ZY1097	POMPE DU RÉSERVOIR D'HUILE	SN
RPC_ZY1177A	Robinet d'eau inférieur ouvert	SN
RPC_ZY1099	POMPE DU RÉSERVOIR D'HUILE	SN
RPC_ZY1098	POMPE DU RÉSERVOIR D'HUILE	SN
RPC_ZY1152	COMPRESSEUR D'AIR 3	SN
RPC_ZY1150	COMPRESSEUR 1	SN
RPC_ZY1151	DÉMARRAGE DU COMPRESSEUR D'AIR 2	SN
RPC_ZS1151	DÉMARRAGE DU COMP. 2	EN
RPC_ZS1152	COMPRESSEUR 3 DÉMARRÉ	EN
RPC_ZSO1177	Robinet inférieur ouvert	EN
RPC_ZSC1177	Robinet inférieur fermé	EN
RPC_ZSO1176	Robinet supérieur ouvert	EN
RPC_ZSC1176	Robinet supérieur fermé	EN
CTOC_AT998	Sortie du cond 1 des tours de refroidissement extérieures	EA
CTOC_PT989	Pression des tours de refroidissement extérieures	EA
CTOC_FQ990	DÉBIT D'APPOINT DE LA TOUR DE REFROIDISSEMENT	EA
CTOC_LT941	NIVEAU D'EAU de la tour de refroidissement extérieure 1	EA
CTOC_LT944	NIVEAU D'EAU de la tour de refroidissement extérieure 4	EA
CTOC_LT946	NIVEAU D'EAU de la tour de refroidissement extérieure 6	EA
CTOC_AT999	Sortie du cond 2 des tours de refroidissement extérieures	EA
CTO1_TE981	Temp. de retour de la tour de refroidissement extérieure 1	EA
CTO2_TE982	Temp. de retour de la tour de	EA

	refroidissement extérieure 2	
CTO3_TE983	Temp. de retour de la tour de refroidissement extérieure 3	EA
CTO4_TE984	Temp. de retour de la tour de refroidissement extérieure 4	EA
CTO5_TE985	Temp. de retour de la tour de refroidissement extérieure 5	EA
CTO6_TE986	Temp. de retour de la tour de refroidissement extérieure 6	EA
CTOC_TE987	Temp. d'alimentation des tours de refroidissement extérieures	EA
CTOC_TE988	Temp. de retour des tours de refroidissement extérieures	EA
CTO1_ZS915A	Basse vitesse ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 1	EN
CTO1_ZS915B	Vitesse élevée ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 1	EN
CTO6_ZS920A	Basse vitesse ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 6	EN
CTO6_ZS920B	Vitesse élevée ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 6	EN
CTOC_ZS911	Pompe de la tour de refroidissement extérieure 1 ACTIVÉE	EN
CTOC_ZS912	Pompe de la tour de refroidissement extérieure 2 ACTIVÉE	EN
CTOC_ZS913	Pompe de la tour de refroidissement extérieure 3 ACTIVÉE	EN
CTOC_ZS914	Pompe de la tour de refroidissement extérieure 4 ACTIVÉE	EN
CTO2_ZS916A	Basse vitesse ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 2	EN
CTO2_ZS916B	Vitesse élevée ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 2	EN
CTO3_ZS917A	Basse vitesse ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 3	EN
CTO3_ZS917B	Vitesse élevée ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 3	EN
CTO4_ZS918A	Basse vitesse ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 4	EN
CTO4_ZS918B	Vitesse élevée ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 4	EN
CTO5_ZS919A	Basse vitesse ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 5	EN
CTO5_ZS919B	Vitesse élevée ACTIVÉE pour la tour de refroidissement extérieure 5	EN

CTOC_ZS921	Pompe de la tour de refroidissement extérieure 5 ACTIVÉE	EN
CTO1_ZSC991A	Robinet de retour de la tour de refroidissement extérieure 1 fermé	EN
CTO3_ZSO993A	Robinet de retour de la tour de refroidissement extérieure 1 ouvert	EN
CTO3_ZSC993B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement extérieure 3 fermé	EN
CTO3_ZSO993B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement extérieure 3 ouvert	EN
CTO4_ZSC994A	Robinet de retour de la tour de refroidissement extérieure 4 fermé	EN
CTO4_ZSC994B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement extérieure 4 fermé	EN
CTO1_ZSO991A	Robinet de retour de la tour de refroidissement extérieure 1 ouvert	EN
CTO1_ZSC991B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement extérieure 1 fermé	EN
CTO2_ZSC992A	Robinet de retour de la tour de refroidissement extérieure 2 fermé	EN
CTO2_ZSO992A	Robinet de retour de la tour de refroidissement extérieure 2 ouvert	EN
CTO2_ZSC992B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement extérieure 2 fermé	EN
CTO2_ZSO992B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement extérieure 2 ouvert	EN
CTO3_ZSC993A	Robinet de retour de la tour de refroidissement extérieure 3 fermé	EN
CTO5_ZSC995A	Robinet de retour de la tour de refroidissement extérieure 5 fermé	EN
CTOC_ZSO997	Robinet de dérivation des tours de refroidissement extérieures ouvert	EN
CTO5_ZSC995B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement extérieure 5 fermé	EN
CTO6_ZSC996A	Robinet de retour de la tour de refroidissement extérieure 6 fermé	EN
CTO6_ZSO996A	Robinet de retour de la tour de refroidissement extérieure 6 ouvert	EN
CTO6_ZSC996B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement extérieure 6 fermé	EN
CTO6_ZSO996B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement extérieure 6 ouvert	EN
CTOC_ZSC997	Robinet de dérivation des tours de refroidissement extérieures fermé	EN
CTO1_ZY915A	Démarrage à basse vitesse de la tour de	SN

	refroidissement extérieure 1	
CTO1_ZY915B	Démarrage à vitesse élevée de la tour de refroidissement extérieure 1	SN
CTO6_ZY920A	Démarrage à basse vitesse de la tour de refroidissement extérieure 6	SN
CTO6_ZY920B	Démarrage à vitesse élevée de la tour de refroidissement extérieure 6	SN
CTOC_ZY911	DÉMARRAGE de la pompe de la tour de refroidissement extérieure 1	SN
CTOC_ZY912	DÉMARRAGE de la pompe de la tour de refroidissement extérieure 2	SN
CTOC_ZY913	DÉMARRAGE de la pompe de la tour de refroidissement extérieure 3	SN
CTOC_ZY914	DÉMARRAGE de la pompe de la tour de refroidissement extérieure 4	SN
CTO2_ZY916A	Démarrage à basse vitesse de la tour de refroidissement extérieure 2	SN
CTO2_ZY916B	Démarrage à vitesse élevée de la tour de refroidissement extérieure 2	SN
CTO3_ZY917A	Démarrage à basse vitesse de la tour de refroidissement extérieure 3	SN
CTO3_ZY917B	Démarrage à vitesse élevée de la tour de refroidissement extérieure 3	SN
CTO4_ZY918A	Démarrage à basse vitesse de la tour de refroidissement extérieure 4	SN
CTO4_ZY918B	Démarrage à vitesse élevée de la tour de refroidissement extérieure 4	SN
CTO5_ZY919A	Démarrage à basse vitesse de la tour de refroidissement extérieure 5	SN
CTO5_ZY919B	Démarrage à vitesse élevée de la tour de refroidissement extérieure 5	SN
CTOC_ZY921	DÉMARRAGE de la pompe de la tour de refroidissement extérieure 5	SN
CTO1_FZO_991A	Robinet de retour de la TR 1 ouvert	SN
CTO3_FZC_993A	Robinet de retour de la TR 3 fermé	SN
CTO3_FZO_993B	Robinet d'alimentation de la TR 3 ouvert	SN
CTO3_FZC_993B	Robinet d'alimentation de la TR 3 fermé	SN
CTO4_FZC_994A	Robinet d'alimentation de la TR 4 fermé	SN
CTO1_FZC_991A	Robinet de retour de la TR 1 fermé	SN
CTO1_FZO_991B	Robinet d'alimentation de la TR 1 ouvert	SN
CTO1_FZC_991B	Robinet d'alimentation de la TR 1 fermé	SN
CTO2_FZO_992A	Robinet de retour de la TR 2 ouvert	SN
CTO2_FZC_992A	Robinet de retour de la TR 2 fermé	SN
CTO2_FZO_992B	Robinet d'alimentation de la TR 2 ouvert	SN

CTO2_FZC_992B	Robinet d'alimentation de la TR 2 fermé	SN
CTO3_FZO_993A	Robinet de retour de la TR 3 ouvert	SN
CTO4_FZO_993A	Robinet de retour de la TR 4 fermé	SN
CTO5_FZO_995A	Robinet d'alimentation de la TR 5 ouvert	SN
CTOC_FZC997	Robinet de décharge de pression des tours de refroidissement extérieures fermé	SN
CTOC_FZ998	Robinet de décharge pour le cond.	SN
CTO5_FZC_995A	Robinet d'alimentation de la TR 5 fermé	SN
CTO5_FZO_995B	Robinet de retour de la TR 5 ouvert	SN
CTO5_FZC_995B	Robinet de retour de la TR 5 fermé	SN
CTO6_FZO_996A	Robinet d'alimentation de la TR 6 ouvert	SN
CTO6_FZC_996A	Robinet d'alimentation de la TR 6 fermé	SN
CTO6_FZO_996B	Robinet de retour de la TR 6 ouvert	SN
CTO6_FZC_996B	Robinet de retour de la TR 6 fermé	SN
CTOC_FZO997	Robinet de décharge de pression des tours de refroidissement ouvert	SN
RPC_ZY1171	POMPE SC EAU REFROIDIE 1	SN
RPC_ZY1172	POMPE SC EAU CHAUDE 2	SN
RPC_ZY1173	POMPE DE TOUR DE REFROIDISSEMENT 3	SN
RPC_ZY1174	POMPE DE TOUR DE REFROIDISSEMENT 4	SN
RPC_ZY1175	POMPE DE TOUR DE REFROIDISSEMENT 5	SN
RPC_ZY1176B	Robinet d'eau supérieur fermé	SN
RPC_ZY1176A	Robinet d'eau supérieur ouvert	SN
RPC_ZY1177B	Robinet d'eau inférieur fermé	SN
RB2_FT202	DÉBIT DE GAZ NATUREL	EA
RB2_FT229	DÉBIT DE L'HUILE D'APPROVISIONNEMENT	EA
RB2_FT230	DÉBIT D'HUILE DE RETOUR	EA
RB2_FT258	DÉBIT D'EAU DE SORTIE DE CHAUDIÈRE	EA
RB2_FT259	DÉBIT D'AIR DE COMBUSTION	EA
RB2_PT263	TIRAGE DU FOUR	EA
RB2_FY202	ENTRAÎNEMENT DU DÉBIT DE GAZ NATUREL	SA
RB2_FY227	ROBINET DE DÉBIT D'HUILE DE RETOUR	SA
RB2_FY258	ROBINET DE DÉBIT D'EAU DE SORTIE DE CHAUDIÈRE	SA
RB2_FY259	DÉBIT D'AIR DE COMBUSTION	SA
RB2_PY263	ENTRAÎNEMENT DU TIRAGE DU FOUR	SA
RB3_FT302	DÉBIT DE GAZ NATUREL	EA
RB3_FT329	DÉBIT DE L'HUILE D'APPROVISIONNEMENT	EA
RB3_FT330	DÉBIT D'HUILE DE RETOUR	EA
RB3_FT358	DÉBIT D'EAU DE SORTIE DE CHAUDIÈRE	EA
RB3_FT359	DÉBIT D'AIR DE COMBUSTION	EA
RB3_PT363	TIRAGE DU FOUR	EA
RB3_FY302	ENTRAÎNEMENT DU DÉBIT DE GAZ	SA

	NATUREL	
RB3_FY327	ROBINET DE DÉBIT D'HUILE DE RETOUR	SA
RB3_FY358	ROBINET DE DÉBIT D'EAU DE SORTIE DE CHAUDIÈRE	SA
RB3_FY359	DÉBIT D'AIR DE COMBUSTION	SA
RB3_PY363	ENTRAÎNEMENT DU TIRAGE DU FOUR	SA
RBC_IP904A	ROBINET D'APPOINT DU RÉSERVOIR D'EXPANSION D'EAU CHAUDE	EA
RBC_IP904B	ROBINET DE DÉCHARGE DU RÉSERVOIR D'EXPANSION D'EAU CHAUDE	EA
RCC_IP952A	ROBINET D'APPOINT DU RÉSERVOIR D'EXPANSION D'EAU REFROIDIE	EA
RCC_IP952B	ROBINET DE DÉCHARGE DU RÉSERVOIR D'EXPANSION D'EAU REFROIDIE	EA
RBC_LT902	NIVEAU DU RÉSERVOIR D'EXPANSION D'EAU CHAUDE	EA
RBC_LT904	NIVEAU DU RÉSERVOIR DE DILATATION D'EAU CHAUDE	EA
RCC_LT950	RÉSERVOIR DE TÊTE D'EAU DE CONDENSEUR	EA
RCC_LT952	NIVEAU DU RÉSERVOIR DE DILATATION D'EAU REFROIDIE	EA
RBC_TIT906	TEMPÉRATURE D'APPROVISIONNEMENT D'EAU CHAUDE DES CHAUDIÈRES	EA
RC1_FT502	DÉBIT D'EAU DU REFROIDISSEUR 1	EA
RC2_FT602	DÉBIT D'EAU DU REFROIDISSEUR 2	EA
RC3_FT702	DÉBIT D'EAU DU REFROIDISSEUR 3	EA
RC4_FT802	DÉBIT D'EAU DU REFROIDISSEUR 4	EA
RC5_FT1102	DÉBIT D'EAU DU REFROIDISSEUR 5	EA
RBC_FY908	DÉRIVATION DE L'APPROVISIONNEMENT ET DU RETOUR D'EAU CHAUDE	SA
RCC_FY960	DÉRIVATION DE L'EAU REFROIDIE DU SOUS-SOL E	SA
RBC_LY902	ROBINET D'APPOINT D'EAU CHAUDE	SA
RCC_LY950	ROBINET DE COMMANDE DE TÊTE D'EAU DE CONDENSEUR	SA
RC1_FY502	ARRÊT DU REFROIDISSEUR 1	SA
RC2_FY602	ARRÊT DU REFROIDISSEUR 2	SA
RC3_FY702	ARRÊT DU REFROIDISSEUR 3	SA
RC4_FY802	ARRÊT DU REFROIDISSEUR 4	SA
RC5_FY1102	ARRÊT DU REFROIDISSEUR 5	SA
RBC_ZS904P1	POMPE DU RÉSERVOIR D'EXPANSION D'EAU CHAUDE 1	EN
RBC_ZS904P2	POMPE DU RÉSERVOIR D'EXPANSION	EN

	D'EAU CHAUDE 2	
RBC_ZS904P3	POMPE DU RÉSERVOIR D'EXPANSION D'EAU CHAUDE 3	EN
RCC_ZS952P1	POMPE DU RÉSERVOIR D'EXPANSION D'EAU REFROIDIE 1	EN
RCC_ZS952P2	POMPE DU RÉSERVOIR D'EXPANSION D'EAU REFROIDIE 2	EN
RCC_LY950B	ROBINET DE DÉCHARGE DE TÊTE D'EAU DE CONDENSEUR	SN
CTO1_ZSO991B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement 1 ouvert	EN
CTO4_FZO_994A	Robinet d'alimentation de la TR 4 ouvert	SN
CTO4_FZO_994B	Robinet de retour de la TR 4 ouvert	SN
CTO5_ZSO995A	Robinet de retour de la tour de refroidissement 5 ouvert	SN
CTO5_ZSO995B	Robinet d'alimentation de la tour de refroidissement 5 ouvert	SN
RB1_TY906_1	ADMISSION DE LA CHAUDIÈRE 1	SA
RB2_TY906_2	ADMISSION DE LA CHAUDIÈRE 2	SA
RB3_TY906_3	ADMISSION DE LA CHAUDIÈRE 3	SA
RB1_PT162B	BRÛLEUR À AIR DE CANAL DE VENTILATION 2	EA
RB2_PT262B	BRÛLEUR À AIR DE CANAL DE VENTILATION 2	EA
RBC_TY906A	SIGNAL D'APPROVISIONNEMENT POUR L'ADMISSION DE LA CHAUDIÈRE 1	SN
RBC_TY906B	SIGNAL D'APPROVISIONNEMENT POUR L'ADMISSION DE LA CHAUDIÈRE 2	SN
RBC_TY906C	SIGNAL D'APPROVISIONNEMENT POUR L'ADMISSION DE LA CHAUDIÈRE 3	SN
RB1_ACK	ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE LA CHAUDIÈRE 1	SGB
RB1_GAS_LIMITS_C	LIMITES DE GAZ	SGB
RB1_OIL_LIMITS_C	LIMITES D'HUILE	SGB
RB1_PDSL160	SOUFFLANTE À TF EN MARCHÉ	SGB
RB1_PDSL172	SOUFFLANTE À TI EN MARCHÉ	SGB
RB1_PSH103	PRESSIION DU GAZ NATUREL ÉLEVÉE	SGB
RB1_PSH107	PRESSIION DU GAZ NATUREL ÉLEVÉE - BRÛLEUR 1	SGB
RB1_PSH112	PRESSIION DU GAZ NATUREL ÉLEVÉE - BRÛLEUR 2	SGB
RB1_PSH165	PRESSIION DU FOUR ÉLEVÉE - ARRÊT	SGB
RB1_PSL103	PRESSIION DU GAZ NATUREL BASSE	SGB
RB1_PSL120	PRESSIION DU GAZ D'ALLUMAGE BASSE	SGB
RB1_PSL121	PRESSIION D'HUILE BASSE	SGB

RB1_PURGE_COMPLE	PURGE COMPLÈTE	SGB
RB1_PURGE_ON	PURGE EN MARCHÉ	SGB
RB1_PURGESWITCH	COMMUTATEUR DE POSITION DE PURGE	SGB
RB1_REG1CLSD	BRÛLEUR 1 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB1_REG2CLSD	BRÛLEUR 2 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB1_TSH155	ARRÊT DE TEMPÉRATURE ÉLEVÉE DE L'EAU CHAUDE	SGB
RB1_ZS	EXTINCTION	SGB
RB1_ZS131	FLAMME DU BRÛLEUR 1 ALLUMÉE	SGB
RB1_ZS132	FLAMME DU BRÛLEUR 2 ALLUMÉE	SGB
RB1_ZS133	GAZ SÉLECTIONNÉ	SGB
RB1_ZS133A	HUILE SÉLECTIONNÉE	SGB
RB1_ZSC102	ROBINET DE GAZ À LA POSITION MIN	SGB
RB1_ZSC104	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT FERMÉ - B	SGB
RB1_ZSC105	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL FERMÉ - B	SGB
RB1_ZSC106	ROBINET DE GAZ FERMÉ - BRÛLEUR 1	SGB
RB1_ZSC109	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT FERMÉ - B	SGB
RB1_ZSC110	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL FERMÉ - B	SGB
RB1_ZSC111	ROBINET DE GAZ FERMÉ - BRÛLEUR 2	SGB
RB1_ZSC125	ROBINET D'HUILE FERMÉ - BRÛLEUR 1	SGB
RB1_ZSC126	ROBINET D'HUILE FERMÉ - BRÛLEUR 2	SGB
RB1_ZSC130	ROBINET AUTOMATIQUE D'APPROVISIONNEMENT EN HUILE PRINCIPAL FERMÉ	SGB
RB1_ZSC141	BRÛLEUR 1 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB1_ZSC142	BRÛLEUR 2 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB1_ZSC143	POSITION HUILE DE LA PORTE DE COLLECTEUR	SGB
RB1_ZSO104	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT OUVERT - BRÛLEUR	SGB
RB1_ZSO105	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL OUVERT - B	SGB
RB1_ZSO109	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT OUVERT - BRÛLEUR	SGB
RB1_ZSO110	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL OUVERT - B	SGB
RB1_ZSO125	ROBINET D'HUILE OUVERT - BRÛLEUR 1	SGB
RB1_ZSO126	ROBINET D'HUILE OUVERT - BRÛLEUR 2	SGB
RB1_ZSO127	VANNE DE RÉGULATION DE L'HUILE À PUISSANCE MINIMALE D'UTILISATION	SGB

RB1_ZSO130	ROBINET AUTOMATIQUE D'APPROVISIONNEMENT EN HUILE PRINCIPAL OUVERT	SGB
RB1_ZSO134	ROBINET DE RECIRCULATION DU BRÛLEUR 1 OUVERT	SGB
RB1_ZSO135	ROBINET DE RECIRCULATION DU BRÛLEUR 2 OUVERT	SGB
RB1_ZSO144	POSITION GAZ DE LA PORTE DE COLLECTEUR	SGB
RB1_ZSO159	SOUFFLANTE À TF EN POSITION DE PURGE	SGB
RB1_ZSO163	SOUFFLANTE À TI EN POSITION DE PURGE	SGB
RB2_ACK	ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE LA CHAUDIÈRE 2	SGB
RB2_GAS_LIMITS_C	LIMITES DE GAZ	SGB
RB2_OIL_LIMITS_C	LIMITES D'HUILE	SGB
RB2_PDSL260	SOUFFLANTE À TF EN MARCHÉ	SGB
RB2_PDSL272	SOUFFLANTE À TI EN MARCHÉ	SGB
RB2_PSH203	PRESSIION DU GAZ NATUREL ÉLEVÉE	SGB
RB2_PSH207	PRESSIION DU GAZ NATUREL ÉLEVÉE - BRÛLEUR 1	SGB
RB2_PSH212	PRESSIION DU GAZ NATUREL ÉLEVÉE - BRÛLEUR 2	SGB
RB2_PSH265	PRESSIION DU FOUR ÉLEVÉE - ARRÊT	SGB
RB2_PSL203	PRESSIION DU GAZ NATUREL BASSE	SGB
RB2_PSL220	PRESSIION DU GAZ D'ALLUMAGE BASSE	SGB
RB2_PSL221	PRESSIION D'HUILE BASSE	SGB
RB2_PURGE_COMPLE	PURGE COMPLÈTE	SGB
RB2_PURGE_ON	PURGE EN MARCHÉ	SGB
RB2_PURGESWITCH	COMMUTATEUR DE POSITION DE PURGE	SGB
RB2_REG1CLSD	BRÛLEUR 1 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB2_REG2CLSD	BRÛLEUR 2 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB2_TSH255	ARRÊT DE TEMPÉRATURE ÉLEVÉE DE L'EAU CHAUDE	SGB
RB2_ZS	EXTINCTION	SGB
RB2_ZS231	FLAMME DU BRÛLEUR 1 ALLUMÉE	SGB
RB2_ZS232	FLAMME DU BRÛLEUR 2 ALLUMÉE	SGB
RB2_ZS233	GAZ SÉLECTIONNÉ	SGB
RB2_ZS233A	HUILE SÉLECTIONNÉE	SGB
RB2_ZSC202	ROBINET DE GAZ À LA POSITION MIN	SGB
RB2_ZSC204	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT FERMÉ - B	SGB
RB2_ZSC205	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL FERMÉ - B	SGB
RB2_ZSC206	ROBINET DE GAZ FERMÉ - BRÛLEUR 1	SGB
RB2_ZSC209	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT	SGB

	FERMÉ - B	
RB2_ZSC210	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL FERMÉ - B	SGB
RB2_ZSC211	ROBINET DE GAZ FERMÉ - BRÛLEUR 2	SGB
RB2_ZSC225	ROBINET D'HUILE FERMÉ - BRÛLEUR 1	SGB
RB2_ZSC226	ROBINET D'HUILE FERMÉ - BRÛLEUR 2	SGB
RB2_ZSC230	ROBINET AUTOMATIQUE D'APPROVISIONNEMENT EN HUILE PRINCIPAL FERMÉ	SGB
RB2_ZSC241	BRÛLEUR 1 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB2_ZSC242	BRÛLEUR 2 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB2_ZSC243	POSITION HUILE DE LA PORTE DE COLLECTEUR	SGB
RB2_ZSO204	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT OUVERT - BRÛLEUR	SGB
RB2_ZSO205	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL OUVERT - B	SGB
RB2_ZSO209	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT OUVERT - BRÛLEUR	SGB
RB2_ZSO210	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL OUVERT - B	SGB
RB2_ZSO225	ROBINET D'HUILE OUVERT - BRÛLEUR 1	SGB
RB2_ZSO226	ROBINET D'HUILE OUVERT - BRÛLEUR 2	SGB
RB2_ZSO227	VANNE DE RÉGULATION DE L'HUILE À PUISSANCE MINIMALE D'UTILISATION	SGB
RB2_ZSO230	ROBINET AUTOMATIQUE D'APPROVISIONNEMENT EN HUILE PRINCIPAL OUVERT	SGB
RB2_ZSO234	ROBINET DE RECIRCULATION DU BRÛLEUR 1 OUVERT	SGB
RB2_ZSO235	ROBINET DE RECIRCULATION DU BRÛLEUR 2 OUVERT	SGB
RB2_ZSO244	POSITION GAZ DE LA PORTE DE COLLECTEUR	SGB
RB2_ZSO259	SOUFFLANTE À TF EN POSITION DE PURGE	SGB
RB2_ZSO263	SOUFFLANTE À TI EN POSITION DE PURGE	SGB
RB3_ACK	ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE LA CHAUDIÈRE 3	SGB
RB3_GAS_LIMITS_C	LIMITES DE GAZ	SGB
RB3_OIL_LIMITS_C	LIMITES D'HUILE	SGB
RB3_PDSL360	SOUFFLANTE À TF EN MARCHÉ	SGB
RB3_PDSL372	SOUFFLANTE À TI EN MARCHÉ	SGB
RB3_PSH303	PRESSIION DU GAZ NATUREL ÉLEVÉE	SGB
RB3_PSH307	PRESSIION DU GAZ NATUREL ÉLEVÉE - BRÛLEUR 1	SGB

RB3_PSH312	PRESSION DU GAZ NATUREL ÉLEVÉE - BRÛLEUR 2	SGB
RB3_PSH365	PRESSION DU FOUR ÉLEVÉE - ARRÊT	SGB
RB3_PSL303	PRESSION DU GAZ NATUREL BASSE	SGB
RB3_PSL320	PRESSION DU GAZ D'ALLUMAGE BASSE	SGB
RB3_PSL321	PRESSION D'HUILE BASSE	SGB
RB3_PURGE_COMPLE	PURGE COMPLÈTE	SGB
RB3_PURGE_ON	PURGE EN MARCHÉ	SGB
RB3_PURGESWITCH	COMMUTATEUR DE POSITION DE PURGE	SGB
RB3_REG1CLSD	BRÛLEUR 1 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB3_REG2CLSD	BRÛLEUR 2 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB3_TSH355	ARRÊT DE TEMPÉRATURE ÉLEVÉE DE L'EAU CHAUDE	SGB
RB3_ZS	EXTINCTION	SGB
RB3_ZS331	FLAMME DU BRÛLEUR 1 ALLUMÉE	SGB
RB3_ZS332	FLAMME DU BRÛLEUR 2 ALLUMÉE	SGB
RB3_ZS333	GAZ SÉLECTIONNÉ	SGB
RB3_ZS333A	HUILE SÉLECTIONNÉE	SGB
RB3_ZSC302	ROBINET DE GAZ À LA POSITION MIN	SGB
RB3_ZSC304	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT FERMÉ - B	SGB
RB3_ZSC305	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL FERMÉ - B	SGB
RB3_ZSC306	ROBINET DE GAZ FERMÉ - BRÛLEUR 1	SGB
RB3_ZSC309	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT FERMÉ - B	SGB
RB3_ZSC310	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL FERMÉ - B	SGB
RB3_ZSC311	ROBINET DE GAZ FERMÉ - BRÛLEUR 2	SGB
RB3_ZSC325	ROBINET D'HUILE FERMÉ - BRÛLEUR 1	SGB
RB3_ZSC326	ROBINET D'HUILE FERMÉ - BRÛLEUR 2	SGB
RB3_ZSC330	ROBINET AUTOMATIQUE D'APPROVISIONNEMENT EN HUILE PRINCIPAL FERMÉ	SGB
RB3_ZSC341	BRÛLEUR 1 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB3_ZSC342	BRÛLEUR 2 - REGISTRE D'AIR FERMÉ	SGB
RB3_ZSC343	POSITION GAZ DE LA PORTE DE COLLECTEUR	SGB
RB3_ZSO304	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT OUVERT - BRÛLEUR	SGB
RB3_ZSO305	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL OUVERT - B	SGB
RB3_ZSO309	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AMONT OUVERT - BRÛLEUR	SGB

RB3_ZSO310	ROBINET DE GAZ NATUREL EN AVAL OUVERT - B	SGB
RB3_ZSO325	ROBINET D'HUILE OUVERT - BRÛLEUR 1	SGB
RB3_ZSO326	ROBINET D'HUILE OUVERT - BRÛLEUR 2	SGB
RB3_ZSO327	VANNE DE RÉGULATION DE L'HUILE À PUISSANCE MINIMALE D'UTILISATION	SGB
RB3_ZSO330	ROBINET AUTOMATIQUE D'APPROVISIONNEMENT EN HUILE PRINCIPAL OUVERT	SGB
RB3_ZSO334	ROBINET DE RECIRCULATION DU BRÛLEUR 1 OUVERT	SGB
RB3_ZSO335	ROBINET DE RECIRCULATION DU BRÛLEUR 2 OUVERT	SGB
RB3_ZSO344	POSITION HUILE DE LA PORTE DE COLLECTEUR	SGB
RB3_ZSO359	SOUFFLANTE À TF EN POSITION DE PURGE	SGB
RB3_ZSO363	SOUFFLANTE À TI EN POSITION DE PURGE	SGB
MESURAGE		
IMMEUBLE		CODE
Tupper	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-1
Tupper	EAU REFROIDIE	R-1
Tupper	ÉLECTRICITÉ	R-1
Cafétéria de Postes Canada	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-3
Cafétéria de Postes Canada	EAU REFROIDIE	R-3
Cafétéria de Postes Canada	ÉLECTRICITÉ	R-3
Annexe B de Postes Canada	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-4
Annexe B de Postes Canada	EAU REFROIDIE	R-4
Annexe B de Postes Canada	ÉLECTRICITÉ (3 ENTRÉES)	R-4
Annexe C de Postes Canada	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-7
Annexe C de Postes Canada	EAU REFROIDIE	R-7
Annexe C de Postes Canada	ÉLECTRICITÉ	R-7
Assurance	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-8
Assurance	EAU REFROIDIE	R-8
Assurance	ÉLECTRICITÉ	R-8

Tilley	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-10
Tilley	EAU REFROIDIE	R-10
Tilley	ÉLECTRICITÉ	R-10
Édifce Edward-Drake	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-11
Édifce Edward-Drake	EAU REFROIDIE	R-11
Édifce Edward-Drake	ÉLECTRICITÉ	R-11
Centre RA	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-12
Centre RA	ÉLECTRICITÉ	R-12
Radioprotection	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-13A
Radioprotection	EAU REFROIDIE	R-13A
Radioprotection	ÉLECTRICITÉ	R-13A
Radioprotection	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-13B
Revenu national	EAU CHAUDE À HAUTE TEMPÉRATURE	R-14
Revenu national	EAU REFROIDIE	R-14
Revenu national	ÉLECTRICITÉ (2 ENTRÉES)	R-14

FIN DE L'ÉNONCÉ DES TRAVAUX



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

8M13-0076-11

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		Public Works and Government Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Real Property Branch	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance			3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail 5 Year BACS Contract at Confed Heights CHP				
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?			<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?			<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis				
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)			<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.			<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?			<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès				
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>		Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion				
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>		No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>				
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information				
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>				TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>				TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☐ RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ

☐ CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL

☒ SECRET
SECRET

☐ TOP SECRET
TRÈS SECRET

☐ TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT

☐ NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL

☐ NATO SECRET
NATO SECRET

☐ COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET

☐ SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

ONLY SECURITY CLEARED PERSONNEL TO BE UTILIZED

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).